

Burundi : l'OBR promet de "sévir davantage" contre les pratiques d'évasion fiscale

@rib News, 17/11/2017 â€“ Source Xinhua L'Office burundais des recettes (OBR) s'est engagé à infliger des punitions "très sévères" contre des redevables qui s'adonnent aux pratiques "d'évasion fiscale" au Burundi aux dépens du trésor public national. [Photo : Audace Niyonzima, commissaire général de l'OBR.]

Audace Niyonzima, commissaire général de l'Office Burundais des Recettes(OBR), établissement paraétatique placé sous la tutelle directe du cabinet du ministre burundais des Finances, lors d'une conférence de presse vendredi à Bujumbura, a déclaré que l'OBR a fermé, pour cause de "défaillance fiscale", une entreprise commerciale dénommée "Saga Plage", jusque-là faisant des nombreux sociétés "Beach" installées au bord du lac Tanganyika, riverain de quatre pays : Burundi, République Démocratique du Congo (RDC), Tanzanie et Zambie. "Nous lançons un ultimatum à l'endroit des redevables qui s'adonnent encore aux pratiques honteuses d'évasion fiscale en faisant de fausses déclarations, de couper court immédiatement à ces pratiques non patriotiques ; faute de quoi ils encourent des punitions exemplaires", a-t-il averti sur un ton de fermeté. Il a annoncé que l'OBR a saisi la direction des titres fonciers pour procéder à l'enregistrement hypothécaire de la propriété Saga Plage afin de garantir le recouvrement des impôts dus. cours de l'année budgétaire 2017, le gouvernement burundais a instruit l'OBR d'atteindre un montant de 700 milliards de francs burundais au niveau des recettes fiscales collectées ; un objectif, qui, selon le commissaire général Niyonzima, sera atteint et "même dépassé" dans la mesure où, à ce jour, 86% de ce montant a déjà été collecté. Selon l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), les enquêtes à travers le pays ont montré que "beaucoup d'entreprises du secteur privé, opérant dans l'informel et échappent ainsi au paiement des impôts", avant de conclure sur l'impérieuse nécessité de travailler dans le sens d'élargissement de l'assiette fiscale burundaise. Dans cette perspective, l'OBR a lancé en octobre dernier une campagne nationale "d'identification et de fiscalisation du secteur informel", afin que celui-ci puisse contribuer de manière significative au développement de l'économie burundaise. Pour inculquer à ses compatriotes la culture du civisme fiscal, le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis le 26 août 2005, a déjà instauré dans son pays la "Journée du contribuable", une occasion "de faire comprendre l'importance capitale de s'acquitter du devoir de paiement de l'impôt" au Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});